

ALGER

Extract of Alger républicain

الجزائر
الجمهورية

<http://alger-republicain.com/La-situation-des-droits-humains.html>

La situation des droits humains dans les territoires sahraouis sous occupation marocaine est grave*

- Actualité politique internationale - Maghreb -
Publication date: jeudi 28 février 2013

Description:

Le procès des 24 prisonniers politiques sahraouis du groupe de Gdeim-Izik et le verdict sévère rendu le 17 février dernier par le tribunal militaire de Rabat (des peines allant de 20 ans de prison à la perpétuité) viennent relancer le débat sur la mission des Nations unies dans "le territoire non autonome" du Sahara Occidental, ainsi que sur le mandat de la Mission onusienne dans cette ancienne colonie espagnole (Minurso), toujours amputé du volet de protection des civils sahraouis et de la question des droits de l'Homme en général.

in Liberté du jeudi 21 février 2013

Par Hafida Ameyar

La situation des droits humains dans les territoires sahraouis sous occupation marocaine est grave*

*Le titre est de la rédaction d'Alger républicain

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Le procès des 24 prisonniers politiques sahraouis du groupe de Gdeim-Izik et le verdict sévère rendu le 17 février dernier par le tribunal militaire de Rabat (des peines allant de 20 ans de prison ? la perpétuité) viennent relancer le débat sur la mission des Nations unies dans "le territoire non autonome" du Sahara Occidental, ainsi que sur le mandat de la Mission onusienne dans cette ancienne colonie espagnole (Minurso), toujours amputé du volet de protection des civils sahraouis et de la question des droits de l'Homme en général.

Hier, lors d'une conférence de presse qu'il a animée au Centre d'information de la République sahraouie, à Alger, le président de l'Association des familles de prisonniers et disparus sahraouis (Afapredesa), Omar Abdeslem, a clairement laissé entendre que le verdict "arbitraire" du 17 février vise à la fois à renforcer les violations des droits de l'Homme, à maintenir le statu quo au Sahara Occidental et à contrecarrer les efforts de l'ONU en charge de l'organisation d'un référendum d'autodétermination. Invité dans le cadre du programme de l'ambassade sahraouie à Alger, qui porte sur l'actualité au Sahara Occidental, M. Abdeslem a qualifié la situation des droits humains dans les territoires sahraouis sous occupation marocaine de "grave", en passant en revue ces centaines de disparus sahraouis, ces milliers de prisonniers sahraouis, dont les 151 combattants de la première heure, sans omettre de rappeler les enlèvements, les détentions dans des prisons secrètes, la répression et "les autres pratiques inhumaines" accomplies par les forces marocaines. Y compris "les tortures" exercées plus récemment sur les prisonniers de Gdeim-Izik.

Pour le responsable des droits humains, le Maroc use de "*plus de violences*" et fait preuve de "*plus d'intransigeance*", refusant à ce jour à ce que les familles récupèrent les corps des Sahraouis décédés dans des conditions non encore élucidées. Au cours du débat, le conférencier a indiqué que les autorités de Rabat bafouent "*les conventions de Genève qu'elles ont pourtant signées*" et contribuent à "*l'instabilité dans la région*".

Le président de l'Afapredesa a, en outre, affirmé que l'absence de mécanisme de protection des droits au Sahara Occidental "*est une injustice pour le peuple sahraoui*". Il a également souligné que le Maroc "*est agacé par l'approche pacifique de Christopher Ross*", le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU. Selon lui, la répression qui s'est abattue, en 2010, sur les 30 000 Sahraouis à Gdeim-Izik et le jugement des prisonniers par un tribunal militaire sont "*une provocation*" à l'encontre du Front Polisario et constituent "*des prétextes pour maintenir le statu quo et piller les ressources naturelles du territoire sahraoui*".

M. Abdeslem a, enfin, informé que les organisations et mouvements sociaux, engagés dans les préparatifs du Forum social mondial, dont des organisations marocaines des droits de l'Homme, se sont réunis le 17 février dernier à Hammamet, en Tunisie, et sont sur le point d'adopter "un communiqué" pour dénoncer le jugement des 24 détenus sahraouis et le verdict rendu par un tribunal militaire.

Il est à noter que la conférence de presse s'est tenue en présence de l'ambassadeur de la Rasd à Alger, Brahim Ghali. Interpellé par les journalistes sur "les retombées" de la guerre au Mali, ce dernier, citant, entre autres, l'affluence des réfugiés maliens, a confirmé que celle-ci aura des répercussions sur le dossier du Sahara Occidental, mais aussi sur toute la région. Le diplomate s'est également exprimé sur les prisonniers du groupe de Gdeim-Izik et la réaction des autorités sahraouies.

Celles-ci, en leur qualité de partie en conflit, ont réagi en tant que telles, et ont aussi saisi l'ONU, son Conseil de sécurité, Christopher Ross, ainsi que les organisations régionales, bien avant que le verdict ne tombe.

"*La violence perpétrée au camp de Gdeim-Izik et le verdict prononcé représentent le divorce définitif entre les Sahraouis et le Maroc*", a déclaré M. Ghali.

D'après lui, malgré les mensonges colportés par le Maroc, "*tout le monde connaît la vérité sur la nature du régime*

La situation des droits humains dans les territoires sahraouis sous occupation marocaine est grave*

marocain".

"La période de Hassan II était qualifiée à l'époque, d'époque de plomb. On a voulu faire passer Mohammed VI comme le roi des pauvres, le roi ouvert et pour la démocratie. En réalité, il est pire que son père concernant le Sahara Occidental",
a-t-il soutenu.

Par Hafida Ameyar

in Liberté du jeudi 21 février 2013

***Le titre est de la rédaction d'Alger républicain**